

Carte blanche de Kattrin Jadin concernant les relations transatlantiques - juin 2021

Dès l'élection de Joe Biden le 3 novembre dernier, un grand vent d'optimisme s'est mis à souffler dans les capitales européennes. Les 4 années destructrices de la Présidence Trump allaient céder la place au retour d'une alliance forte entre Washington et l'Europe.

Ne nous trompons pas. Certes, l'arrivée de Joe Biden en Europe lors de son premier déplacement hors de son pays est un signe politique fort. Et il ne vient pas les mains vides. Un grand nombre de gestes significatifs ont déjà été pris par son administration, témoignant du retour des Etats-Unis vers le multilatéralisme si cher aux Européens : accord de Paris, Iran, OMS, rappel de la défense collective de l'OTAN, prolongation de New Start, impôt minimum des entreprises, ... tous ces dossiers sur lesquels les Européens se sont sentis bien seuls pendant 4 ans, connaissent des avancées depuis 6 mois.

Pourtant, dès le mois de novembre dernier, un élément était déjà frappant : s'appuyant sur une maturité politique en éternelle construction, l'Europe sait qu'un retour en arrière, un retour à une « *lune de miel hollywoodienne et idéalisée* » ne se réalisera pas. Et l'Europe s'est d'emblée posé les bonne question.

Comment définir un nouveau contrat transatlantique au sein duquel les Européens sont plus conscients des intérêts américains (la lutte contre les inégalités raciales, ou le pivot vers l'Asie), et où ils ne sont ni désunis, ni les éternels *junior partner* de Washington ?

Que pouvons-nous offrir à Washington dans notre relation avec Moscou, sur la régulation économique et des normes, sur notre implication dans le processus de paix au Proche-Orient, ou dans la lutte contre le terrorisme au Sahel ? Et plus précisément, comment les Européens peuvent-ils mieux assumer leur part de responsabilité sur le plan militaire et politique, au moins dans une zone géographique qui les entoure ? C'est le fameux *burden sharing*, bien connu des discussions à l'OTAN, mais qui ne doit pas, pour moi, se résumer à la part de notre PIB consacré à la défense.

Ne soyons pas naïfs. Certains sujets restent très sensibles entre l'Europe et les Etats-Unis, comme certaines questions commerciales, la réforme de l'OMC, la

relation avec la Chine ou la portée extraterritoriale des lois américaines. Les Américains connaissent leurs intérêts et savent habilement les défendre. Et parfois avec une certaine force ... diplomatique bien utilisée. L'Europe doit comme le soutiens Josep Borrell, le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, apprendre à parler ce langage réaliste de la scène internationale.

Washington est notre allié naturel, le plus proche. Nous partageons bien plus qu'une communauté d'intérêts : une communauté de valeurs, la défense de la démocratie, la promotion des libertés individuelles et une volonté d'interpréter les droits de l'homme de façon universelle. Les droits universels indivisibles restent une sorte de patrimoine commun de l'humanité et nous devons parler avec des États communistes, islamistes fanatiques ou d'États despotiques du non-respect de ceux-ci et les défendre avec vigueur.

Pourquoi ne retenons-nous pas, comme l'a dit l'ancien Ministre-Président tchèque Vaclav HAVEL, que les opprimés du monde comprennent la langue universelle des droits de l'Homme partout ? Ils comprennent instinctivement ce que les droits de l'homme, leur respect, signifient pour eux. Seuls les opprimants et les groupes fondamentalistes qui souhaitent garder les hommes et les femmes dépendants d'eux prétendent que notre culture serait étrangère par nature.

Ce sont ces débats entre autre, que nous avons menés à la Chambre des Représentants pour donner à notre ministre des Affaires étrangères Sophie Wilmes des suggestions et des indications politiques sur différents sujets sur lesquels Américains et Européens doivent se concerter et agir ensemble. Un long chemin d'amitié, dans le respect de nos intérêts réciproques, s'ouvre à nouveau entre l'ancien et le nouveau monde, pour construire ensemble la matrice politique du XXIe siècle.

Katrin JADIN, Députée fédérale, Membre des Commissions des Relations extérieures et de la Défense.

PROPOSITION DE RESOLUTION

A. Vu l'accord de gouvernement d'octobre 2020, indiquant que : « *La relation transatlantique reste d'une importance stratégique pour notre pays et pour l'Europe. La communauté transatlantique repose sur des valeurs et des normes fondamentales communes. Nous devons continuer à travailler au renforcement de relations économiques et de sécurité équilibrées avec les États-Unis par le biais de structures multilatérales communes, en particulier l'OTAN.* »